

Marché Public de Fournitures

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Titre de la consultation

25132MP0X000 Acquisition d'une installation de marquage laser au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.

Objet de la consultation

Acquisition d'une installation de marquage laser au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
2. OBJET - MONTANT - PRIX – FOURNITURES ET PRESTATIONS	4
3. CARACTERE DES PRIX.....	4
4. CONDITIONS DE PAIEMENT	5
5. DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES	8
6. CONDITIONS D'EXECUTION.....	10
7. GARANTIES	12
8. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET.....	13
9. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
10. OBLIGATIONS PARTICULIERES.....	15
11. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	16
12. DEROGATIONS.....	23

ANNEXE 1	Charte d'éthique du SIAé.
ANNEXE 2	Procès verbal de constat de droits à paiement d'acomptes.
ANNEXE 2	Plan d'acomptage.

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.1. Documents contractuels régissant le marché

Aucune stipulation conventionnelle (conditions générales du titulaire par exemple) n'est applicable.

Le marché est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante.

1.1.1. Acte d'engagement et ses annexes

- l'acte d'engagement, signé par les représentants de l'Acheteur¹ et du titulaire² (ou des cotraitants en cas de cotraitance), et ses annexes éventuelles répertoriées sur la page de garde de l'acte d'engagement³,

1.1.2. CCAP

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe,

Les éventuelles dérogations au CCAG sont listées à l'article 13 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG s'appliqueront.

1.1.3. CCTP

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)³ référence n° 25/001/TRC/AIA BX du 23/04/2025 et qui contient les exigences techniques de l'Acheteur,

1.1.4. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services passés au nom de l'Etat approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et dit CCAG/FCS ci-après (Journal Officiel du 1^{er} avril 2021)⁴,

1.1.5. Offre technique

L'offre technique du titulaire détaillée sous format libre.

1.1.6. Gestion logistique des biens

- l'instruction n° 12-001262/DEF/EMA/SLI du 21/02/2012 (BOC n° 31 du 20/07/2012) relative aux modalités d'application de certains articles de l'arrêté du 21/02/2012 relatif à la gestion logistique des biens mobiliers au ministère de la défense et des anciens combattants⁴,
- et l'instruction n° 107775/DEF/DGA/SMQ/SDSE du 13/06/2013 (BOC n° 34 du 09/08/2013) relative au contrôle interne logistique au sein du ministère de la défense³,
- et l'instruction n° 1061/ARM/DGA - n° 196/ARM/EMA/PERF/MCO du 11/01/2019 (BOC n° 68 du 09/05/2019) relative à l'entrée en gestion logistique des biens issus des acquisitions d'armement⁴,

1 Au sens du présent document, l'« Acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire

2 Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire.

3 Document joint

4 Document non joint mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

2. OBJET - MONTANT - PRIX – FOURNITURES ET PRESTATIONS

2.1. Objet

Le présent marché a pour objet : Acquisition d'une installation de marquage laser au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.

2.2. Désignation des fournitures et prestations - Prix - Montant

2.2.1. Forme du marché

Il s'agit d'un marché public sans bon de commande ni marché subséquent ni tranche.

Il est passé selon une procédure adaptée définie aux articles L2320-1, L2323-1 et R2323-1 du code de la commande publique.

Le présent marché demeure régi pour sa passation et son exécution par les dispositions du code de la commande publique Livre III : dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité.

Le marché est composé de deux postes défini comme suit :

Poste 1 : Acquisition, livraison et installation d'un laser de marquage avec les formations primaires

Poste 2 : Formation secondaire.

Le code CPV est le 38636110 Lasers industriels.

2.2.2. Fournitures et prestations – Prix

Le titulaire s'engage à réaliser et livrer les fournitures et prestations, aux conditions de prix fixées dans l'annexe de prix (annexe 1 à l'acte d'engagement).

2.2.3. Montants du marché

Le montant du marché figure à l'acte d'engagement et décomposé dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

2.2.4. Option

Une option d'extension de garantie de 36 mois supplémentaire au-delà de la garantie de 24 mois constructeur est demandée. L'Acheteur se réserve la possibilité de commander ou non cette prestation.

3. CARACTERE DES PRIX

3.1. Contenu des prix et formalités douanières

3.1.1. Contenu des prix

Les prix des fournitures et prestations définies ci-avant comprennent tous les frais afférents à la réalisation de l'ensemble des fournitures et prestations définies dans le CCTP, notamment :

- à la conception,
- à la fabrication,
- aux essais,
- aux opérations de vérification,

- emballage, transport, déchargement dans l'atelier et branchements des machines ou éléments de machines à l'AIA de Bordeaux,
- à la mise en route,
- aux essais en usine et sur site,
- à la formation,
- à la maintenance
- à l'assurance,
- aux garanties définies à l'article 7 ci-après,
- à la documentation prévue à l'article 5.4.3 ci-après.

3.1.2. Formalités douanières

Si Clause A (pour une livraison en France de fournitures de provenance hors UE dans le cas du titulaire étranger avec l'incoterm 2020 DDP aménagé hors TVA et le marché ou le poste concerné HT) :

Le SIAé fournira un mandat au transitaire sélectionné par le titulaire. Ce mandat permettra au mandataire d'assurer les formalités douanières au nom du SIAé, en utilisant le numéro d'EORI (Economic Operator Registration and identification) du SIAé (*). Ce mandataire assurera le rôle d'importateur ou d'exportateur pour le SIAé. Ce numéro d'EORI du SIAé sera obligatoirement inscrit par le transitaire sur le document administratif unique (D.A.U) transmis à la douane. Les prix du titulaire comprendront donc l'ensemble des frais afférents à ces formalités douanières, à l'exception de la TVA (INCOTERM DDP hors TVA). (*) : le numéro d'EORI du SIAé est le suivant : FR15000028900135.

Clause B (dans le cas d'un marché comportant l'incoterm 2020 DDP et le marché ou le poste concerné TTC) :

Les formalités douanières sont assurées par le titulaire qui en informera DGA/DP/SEREBC/DEA, 16 avenue Prieur de la Côte d'Or – 94110 ARCUEIL.

Clause C (pour une livraison en France de fournitures de provenance UE) :

Le titulaire fera une déclaration d'échange de biens expédition, et le SIAé effectuera une déclaration d'échange de bien introduction dans le mois de l'arrivée du bien auprès de la DGDDI.

3.2. Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant dans l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement mentionnée à l'article 1.1.1 ci-avant sont **établis aux conditions économiques de la date limite des offres finales** pour l'ensemble du marché (cf article 6 de l'acte d'engagement).

3.3. Type de prix

Pour l'ensemble du marché, les prix initiaux figurant dans l'acte d'engagement et décomposés dans l'annexe de prix mentionnée à l'article 1.1.1 ci-avant sont forfaitaire.

Ces prix initiaux sont définitifs.

3.4. Forme des prix

Les prix du marché sont fermes.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Généralités

Les demandes de paiement d'acompte(s) et de solde doivent être visées et transmises au service liquidateur par le titulaire (ou le mandataire en cas de cotraitance) et, dans le cas de cotraitance, correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Les paiements dus au titulaire (ou aux cotraitants en cas de cotraitance) à paiement direct au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article pour le titulaire.

4.1.1. Application de la TVA

Dans le cas d'un titulaire Français, les fournitures et prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20,00 % à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à l'encaissement pour l'ensemble des postes.

Le montant des acomptes n'inclut pas le montant de la TVA et est indiqué hors taxes (HT).

Le titulaire précisera sur ses demandes d'acomptes et de solde(s) le montant de TVA dû. Le montant de TVA calculé sur la base des versements HT sera payé avec les acomptes et solde(s).

Pour les fournitures provenant de l'étranger :

A/ Titulaire non français, ressortissant de l'Union Européenne.

Le marché est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12 infra auprès de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

B/ Titulaire non ressortissant de l'Union Européenne. Le marché est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12 infra auprès de la Direction Générale des Douanes et des droits indirects (DGDDI). Pour ce faire, le SIAé est immatriculé en France au système commun de TVA intra-communautaire sous le numéro FR 31 150 000 289.

Afin de payer la TVA, la facture du titulaire devra obligatoirement mentionner ce numéro.

4.2. Avance

En cas de titulaire unique, conformément à l'option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS et aux articles R.2391-1 à R.2391-7 du code de la commande publique et notamment,

- si le montant minimum du marché est supérieur à 250 000 € HT (**50 000 € HT dans le cas d'une PME**),

- si la durée du marché est supérieure à 3 mois (**2 mois dans le cas d'une PME**),

- si le titulaire ne déclare pas renoncer au bénéfice de l'avance,

il est versé au titulaire, dans le délai maximal fixé à l'article 4.5 ci-après, une avance égale à 10% (**30% dans le cas d'une PME**) du montant initial TC (si titulaire français) ou HT (si titulaire étranger) du marché.

En cas de cotraitance, l'avance est versée à chacun des cotraitants au prorata de sa part

4.3. Acomptes

Sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des prestations, le titulaire (ou chacun des cotraitants) a droit dans les conditions indiquées ci-après au versement (de sa part respective si cotraitants et dans le cas où celle-ci est définie) des acomptes figurant dans le tableau en annexe 3 et qui sont fixés en pourcentage du prix initial HT du lot de liquidation financière concerné fixé à l'article 4.4.1 ci-après.

Les échéances indiquées au tableau en annexe 3 sont celles d'ouverture du droit à acompte dans l'hypothèse d'un déroulement normal de l'exécution du marché.

Elles sont comptées en mois calendaires, mois de congés compris, à partir de la date de notification du marché concerné.

Si le titulaire n'est pas une PME

Conformément aux dispositions des articles R.2391-16 à R.2391-17, ces acomptes pourront être versés semestriellement comme indiqué dans le premier tableau de l'annexe 2 du CCAP.

Si le titulaire est une PME

Conformément aux dispositions des articles R.2391-16 à R.2391-17, ces acomptes pourront être versés trimestriellement comme indiqué dans le second tableau de l'annexe 2 du CCAP.

Conformément aux dispositions des articles R.2391-16 à R.2391-17, ces acomptes pourront être versés mensuellement comme indiqué dans le troisième tableau de l'annexe 2 du CCAP.

(le candidat précisera s'il est une PME ou non, et le cas échéant indiquera s'il souhaite que les acomptes soient versés trimestriellement ou mensuellement)

Si l'organisme chargé du constat observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à l'avancement contractuel ou s'il constate un défaut d'exécution des prestations (exécution partielle ou exécution non conforme aux exigences du marché), il peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, il peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Demande de paiement d'acompte :

Les demandes de paiement d'acompte (procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes (PVCA) figurant en annexe 2 et facture d'acompte) sont transmises par le titulaire (ou le mandataire) au service liquidateur dans les conditions définies à l'article 11.8 ci-après.

Pour faciliter le traitement de la demande d'acompte, le titulaire peut adresser préalablement le PVCA au responsable de suivi du contrat (RSC) de l'AIA concerné, identifié au verso de la page de garde du marché, qui lui en renverra une copie une fois visé par le représentant de l'Acheteur. Dans ce cas, c'est le PVCA signé par le représentant de l'Acheteur qui sera joint à la facture. En cas de cotraitance, les demandes de paiement d'acompte doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie.

Dans le cas d'acomptes concernant différents lots de liquidation financière mais intervenant à la même échéance, le titulaire (ou le mandataire) regroupera ses demandes dans la mesure du possible et, dans ce cas, un seul acompte correspondant au total sera versé.

4.4. Solde

4.4.1. Définition des lots de présentation aux opérations de vérification et de liquidation financière

Chacun des postes 1 et 2 constitue un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière.

4.4.2. Paiement du solde du lot de liquidation financière

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après réception de l'ensemble des fournitures et prestations correspondantes.

4.4.3. Demande de paiement de solde

Les demandes de paiement de solde sont transmises par le titulaire (ou le mandataire) au service liquidateur dans les conditions définies à l'article 11.8 ci-après, accompagnées de la décision de réception qui lui aura été notifiée par l'Acheteur à l'adresse indiquée dans la rubrique « Contact à qui

adresser les copies des procès-verbaux de réception » en page 2 du marché. En cas de cotraitance, les demandes de paiement de solde doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie.

Toutefois, si aucune décision n'est notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai de vérification prévu à l'article 6.5.2 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire (ou le mandataire) peut envoyer sa demande de paiement sans la décision de réception.

4.5. Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, le service liquidateur versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et au taux fixés aux articles L.2392-10 et R.2390-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions dudit code, le point de départ du délai global de paiement est fixé comme suit :

- **pour l'avance**, la date de notification du marché,
- **pour les acomptes**, la date la plus tardive entre :
 - . la date de réception par le service liquidateur de la facture d'acompte du titulaire (ou du mandataire en cas de cotraitance), accompagnée du PVCA,
 - . la date d'ouverture du droit à acompte,
- **pour le solde** et les éventuels règlements partiels définitifs, la date de réception par le service liquidateur de la facture du titulaire (ou du mandataire en cas de cotraitance), accompagnée de la décision notifiée au titulaire portant date d'effet de réception des fournitures et prestations comme indiquée à l'article 6.6.3 ci-après. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai prévu à l'article 6.5.4 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire (ou le mandataire) sera en droit d'envoyer sa facture en mentionnant qu'il certifie n'avoir reçu aucune notification de décision de l'Acheteur. La date de réception de la facture par le service liquidateur constitue alors le point de départ du délai de paiement.

5. DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES

5.1. Durée de validité du marché public

Le marché public est conclu pour une durée qui court de sa date de notification jusqu'à l'admission complète de l'ensemble des prestations ou à défaut de 24 mois maximum à compter de sa date de notification.

5.2. Contenu des délais d'exécution

Les délais prévus au marché s'entendent périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire.

Les périodes de fermeture de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux seront neutralisées.

5.3. Définition des délais

Les délais d'exécution s'entendent comme délais de présentation aux opérations de vérification.

Pour les opérations nécessitant une intervention sur site, les périodes de fermetures de l'AIA de bordeaux seront neutralisées.

5.4. Livraison des Fournitures

5.4.1. Délais et composition des lots de présentation aux opérations de vérification

Les délais de présentation aux opérations de vérification du marché sont fixés dans l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement mentionnée à l'article 1.1.1 ci-avant.

La composition détaillée des fournitures et prestations livrables figure dans le cahier des clauses techniques particulières.

5.4.2. Livraison des matériels

La livraison des matériels sera effectuée, franco de port, sur le lieu de livraison pour l'ensemble du marché.

Le lieu de livraison est le suivant :

Service industriel de l'aéronautique
Atelier industriel de l'aéronautique de Bordeaux
26 rue Emile Combes
33270 FLOIRAC

Les horaires de livraison sont du lundi au vendredi de 7h30-11h30 et 13h30-16h30.

Dans le cas d'une livraison par transporteur, ce dernier devra signer un protocole de sécurité pour chargement/déchargement qui lui sera présenté et commenté à l'accueil, lors de formalités obligatoires d'entrée sur le site.

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du titulaire, dans les formes et les délais prévus à l'article L 133-3 du Code de Commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au titulaire.

5.4.3. Livraison des documents

Comme défini à l'article §3.5.7 du CCTP, le titulaire devra fournir ces documents, dans les délais spécifiés dans le CCTP.

5.5. Pénalités

Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, si les délais fixés sont dépassés, les pénalités suivantes seront appliquées par jours calendaires de retard :

	Objet des pénalités	Montant en euros de la pénalité appliquée
1	Si délais de livraison du matériel et des formations dépassés	200€/jour calendaire

En cas de cotraitance, les pénalités sont précomptées selon la répartition par cotraitant dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités encourues par le titulaire sont préalablement précomptées par l'Acheteur sur le paiement des factures présentées ou sur les sommes restant dues au titulaire, ou à défaut, font l'objet de l'émission d'un titre de

perception. Le décompte des pénalités précomptées est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'Acheteur dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte. A défaut de réponse du titulaire dans le délai d'un mois, ce dernier est réputé avoir accepté les pénalités qui deviendront de fait définitives à ce stade.

Lorsque le décompte notifié n'appelle aucune observation de la part du titulaire, ce dernier est invité à en informer dans les meilleurs délais le bureau achats/marchés par courriel aux adresses indiquées à l'article 11.1.

Le titulaire est exonéré automatiquement des pénalités dont le montant cumulé ne dépasse pas 1000 euros sur le lot de liquidation financière concerné. Lesdites pénalités ne seront donc pas appliquées.

6. CONDITIONS D'EXECUTION

6.1. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme réalisé selon les clauses du présent marché (cf. article 1 ci-avant).

Il doit :

- obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre.

Le résultat demandé est défini dans le cahier des clauses techniques particulières cité à l'article 1.1.3 ci-avant.

Le titulaire (ou les cotraitants) prendra(ont) toutes les dispositions nécessaires pour se prémunir des dommages éventuels aux matériels du SIAé qui pourraient lui (leur) être confiés.

6.2. Normes

Les fournitures et les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes - parties, chapitres ou paragraphes de normes - référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire (ou le mandataire en cas de cotraitance), ou à tout autre référence accessible à l'Acheteur ou son représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'Acheteur ou son représentant.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'Acheteur ou son représentant pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du marché, à la place de celles citées au contrat
 - des normes d'indice autre que celui cité au contrat,
- et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations contractuelles.

6.3. Lieu d'exécution

Les fournitures et prestations seront livrées/exécutées sur le site suivant :

Service industriel de l'aéronautique
Atelier industriel de l'aéronautique de Bordeaux
26 rue Emile Combes
33270 FLOIRAC

Les horaires de livraison sont du lundi au vendredi de 7h30-11h30 et 13h30-16h30.

6.4. Assurance qualité des fournitures

L'Assurance Qualité des Fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.4.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité.

6.4.1. Autorité responsable de l'AQF

Dans le cadre du présent marché, l'autorité qui assume les missions de l'autorité chargée des opérations de vérification préalables à l'admission et de la surveillance de l'exécution des fournitures est appelée. « autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures. L'autorité responsable de l'AQF est le chef du département des moyens de production de l'AIA de Bordeaux pour l'ensemble du marché.

6.4.2. Consistance de l'AQF

Les exigences d'assurance de la qualité des fournitures définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses fournitures afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus qui leur sont associés,
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

6.4.3. Exercice de l'AQF

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP mentionné à l'article 1.1.3 ci-avant.

6.4.4. Management des ressources

Les personnes assurant la prestation au titre du présent marché doivent être compétentes (formation et expérience) pour ce travail. Une grille de compétence, tenue à jour, devra indiquer les personnes aptes à réaliser ou contrôler chacune des phases significatives de la prestation. Une procédure ou un plan qualité devront décrire l'élaboration et la tenue à jour de cette grille de compétence.

Par ailleurs, le titulaire devra apporter l'assurance que son personnel a été sensibilisé à :

- sa contribution à la sécurité du produit,
- sa contribution à la conformité du service fourni,
- l'importance d'un comportement éthique,
- la prévention de l'utilisation de pièces contrefaites.

6.5. Décision à l'issue des opérations de vérification

6.5.1. Autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS l'autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des opérations de vérification est, par représentation de l'Acheteur, le chef (ou son représentant) du département des moyens de production de l'AIA de Bordeaux.

6.5.2. Délais de notification de la décision à l'issue des opérations de vérification

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'organisme chargé de prononcer la décision à l'issue des opérations de vérification dispose de 30 jours, à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, pour effectuer ces opérations et prononcer sa décision.

Pendant les périodes de fermeture d'hiver des établissements de l'Acheteur, les délais définis pour que l'organisme prononce sa décision seront neutralisés.

6.5.3. Lieu du prononcé de la décision

La décision sera prononcée à destination pour l'ensemble du marché.

6.5.4. Date d'effet de la décision prononcée à l'issue des opérations de vérification

La décision à l'issue des opérations de vérification, dès qu'elle est prononcée par l'autorité responsable, est notifiée par celle-ci au titulaire avec copie au service liquidateur.

Si l'Acheteur (ou son représentant) ne notifie pas sa décision dans le délai inscrit à l'article 6.5.2 ci-avant, pour prononcer sa décision à l'issue des opérations de vérification, les fournitures et prestations seront considérées comme admises avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas d'admission, la date d'effet de la décision de l'admission est la date de notification de la décision d'admission

6.6. Forme des notifications et des informations

Conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions suivantes pourra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par voie électronique, ou en main propre :

- demande d'intervention dans le cadre de la garantie,
- notification des décisions de prolongation de délai, de sursis de livraison, de maintien ou d'exonération des pénalités,
- notification des décisions d'admission, de réception, de réception partielle, de réfaction, d'ajournement et de rejet,
- notification des décomptes de pénalités.

En cas de notification par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de l'avis de réception postal est retenue comme date de notification de la décision.

En cas de remise en main propre, le titulaire signera un récépissé attestant de la date de remise en main propre.

En cas de notification électronique

Si la notification est effectuée via le site PLACE, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé sur PLACE, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou à défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur PLACE, à l'issue de ce délai.

Si la notification électronique est effectuée par courriel direct du service émetteur, le titulaire accuse réception du document avec confirmation de la date de notification du document concerné, par retour de courriel auprès du service émetteur. La date de notification retenue est la date du courriel de confirmation du titulaire. L'accusé de réception automatique ne vaut pas notification.

Dans le cas d'une notification directe par courriel, sans confirmation de la part du titulaire sous 3 jours ouvrés, le service émetteur s'assurera, sous forme de courriel, de la bonne réception des documents par le titulaire.

Les adresses courriel du titulaire sont définies au verso de la page de garde du marché, rubrique « Responsable du marché ». Lors de la notification de celui-ci.

7. GARANTIES

7.1. Garantie technique

La garantie technique est une garantie de bon fonctionnement qui s'exercera dans les conditions de l'article 33 du CCAG/FCS. Elle constitue une obligation de résultat.

L'autorité autorisée à invoquer la garantie est, par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, et par délégation de l'autorité habilitée à signer les contrats, le chef (ou son représentant) du département des Moyens de Production de l'AIA de Bordeaux

7.2. Délais de garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, le délai de garantie de bon fonctionnement est de 24 (vingt-quatre) mois ou de 60 (soixante) mois si l'option d'extension de 36 (trente-six) mois est retenue à compter de la date de notification de la décision de réception de l'admission.

8. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

8.1. Accès à un établissement du Service industriel de l'aéronautique

Les sites du SIAé étant classés en zone protégée (ZP), l'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.

Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Pour les prestations objet du présent marché, l'entreprise intervenante doit en conséquence se conformer aux points suivants :

- le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant sur le(s) site(s) d'exécution des prestations avec un préavis de 1 (UN) mois avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste (appelé aussi avis de chantier) ;
- le personnel de cette liste devra avoir fait l'objet d'un contrôle primaire préalable, avoir recueilli l'accord d'accès de l'officier de sécurité et être en possession d'un badge établi par l'établissement. Ce badge doit être porté de façon apparente et restitué selon les règles propres à chaque site ;
- les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement et peuvent varier selon les sites. Une demande de travail en dehors des heures ouvrables devra être formulée vers l'officier de sécurité du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera nécessaire. Cette demande précisera la liste du personnel et le lieu d'exécution des prestations.

Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations se verra refuser l'accès au site. De même en cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement à mettre en cause la sûreté du site l'OS se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

Le personnel de l'entreprise intervenante peut intervenir au titre de l'accord-cadre dès que l'OS aura pris une décision favorable suite aux résultats de l'enquête administrative. Dans l'hypothèse d'un refus de l'OS pour un ou plusieurs des personnels intervenant au titre de l'accord-cadre, le titulaire s'engage, sur demande de l'Acheteur, à le(s) remplacer par un (des) personnel(s) soumis à la même enquête administrative et recueillant l'accord dudit OS. Ce remplacement ne devra pas être à l'origine d'une rupture de prestation.

- Nota : lorsque le contrat sensible s'exécute dans une zone réservée (ZR) en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Coordonnées et horaires :

26 rue Emile Combes

33270 FLOIRAC

du lundi au vendredi de 7h30 à 17h00

aia-bordeaux.sec-secu-defense.fct@intradef.gouv.fr

8.2. Obligation de discrétion - Mesures de sécurité

Dans tous les cas, les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché.

8.3. Lutte informatique défensive

Dans le cadre de la politique nationale de sécurité des systèmes d'information, le titulaire du marché s'engage :

1) Pour ses réseaux quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'Etat (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation...) en cas d'intrusion constatée :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'Acheteur et l'OSSI (Officier de Sécurité des Systèmes d'Information) central du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire, et de toute autre information nécessaire et connue,
- à prendre en compte les mesures préconisées par l'OSSI en réponse à toute intrusion.

Par ailleurs, l'Etat ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles. Dans ce cadre, l'Etat peut être amené à demander des investigations techniques, voire à faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées et dûment mandatées, pour contrôler les mesures de sécurité prises pour protéger les informations confiées au titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

2) Pour ses réseaux d'entreprise, à savoir tout réseau hébergeant des données autres que celles visées au 1), en cas d'intrusion constatée et concernant ses informations vitales, ou toute autre information à l'appréciation du titulaire :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'Acheteur et l'OSSI central du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire et de toute autre information nécessaire et connue,
- à mettre en œuvre, en concertation avec la personne publique, les mesures de sauvegarde et de protection de l'information hébergée sur lesdits réseaux.

Par ailleurs, l'Etat ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles et dans le respect de leurs obligations légales respectives. Les parties se concerteront pour agréer au cas par cas les actions à mener.

L'Etat s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

Les coordonnées de l'OSSI central (téléphone, télécopie, courriel) seront fournies au titulaire à la notification du marché.

3) Dans le cadre des interventions effectuées dans les locaux et sur les systèmes d'informations du client :

Le titulaire reconnaît que la sécurité informatique est un enjeu fondamental pour le Client.

Le respect par le titulaire des normes, règles et procédures de cybersécurité du Client, ainsi que du règlement intérieur, des règles de sécurité et de contrôles en vigueur dans le ou les établissements dans lequel ou lesquels sont exécutées les prestations est une condition essentielle et déterminante du consentement du Client au présent Contrat.

Le titulaire se porte garant du respect de ces dispositions par son personnel et par ses éventuels sous-traitants.

Si une faille ou un risque de faille de sécurité est découvert ou notifié au titulaire durant les interventions réalisées dans les locaux et sur les systèmes d'information du client, le titulaire doit en informer le donneur d'ordre immédiatement après la découverte de cette faille potentielle ou effective et en tout état de cause dans un délai de vingt-quatre (24) heures suivant cet événement. Le titulaire s'engage à ne pas communiquer auprès de tiers et d'autorités sur la faille de sécurité potentielle ou effective sans accord préalable écrit du Client.

Le donneur d'ordre se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile de constater le bon respect des obligations précitées.

9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent marché est soumis aux dispositions du chapitre 6 du CCAG/FCS.

Les documents mis à disposition du titulaire et les informations orales transmises dans le cadre du présent marché ne pourront être utilisés que pour l'exécution du présent marché.

Ces informations doivent être tenues confidentielles. Leur communication ne constitue pas une divulgation au regard de la législation des brevets.

10. OBLIGATIONS PARTICULIERES

10.1. Retenue de garantie

Il n'est pas procédé à la retenue de garantie prévue par les articles R.2391-21 à R.2391-24 du code de la commande publique.

10.2. Sécurité des équipements de travail et des moyens de production, y compris les équipements de protection individuelle

1/ Les fournitures livrées au titre du présent marché et entrant dans le champ d'application des articles R.4311-4, R.4311-5, R.4311-7 à R.4311-14 du code du travail devront répondre aux obligations de sécurité visées à la quatrième partie du livre III titre Ier du code du travail. Pour ces fournitures, le titulaire devra établir un certificat CE de conformité et apposer le marquage CE conformément à l'arrêté du 7 février 1997 relatif au marquage CE des équipements de travail et des équipements de protection individuelle.

Ces fournitures devront être accompagnées de leur notice d'instruction (arrêté du 18/12/1992 - NOR TEFT92005583A).

2/ Pour les fournitures relevant du 6° de l'article R.4311-6 ou du 1° de l'article R.4311-15 du code du travail, bien qu'elles soient exclues du champ d'application visé au paragraphe 1/ ci-avant, le titulaire s'efforcera de se conformer aux règles de sécurité de droit commun applicables respectivement aux machines de catégorie(s) similaire(s) citée(s) par les articles R.4311-4, R.4311-5, R.4311-7, R.4311-8 du code du travail ou aux équipements de protection individuelle de catégorie(s) similaire(s) citée(s) par l'article R.4311-12 à R.4311-14 du code du travail.

Ces fournitures devront être utilisées conformément à leur destination par du personnel compétent et éventuellement habilité dans les conditions d'utilisation et de maintenance qui sont spécifiées dans le marché et/ou dans les documents livrables.

Pour les fournitures pour lesquelles les exigences techniques et/ou opérationnelles ne permettent pas de se conformer aux règles de sécurité de droit commun, le titulaire devra en informer l'Acheteur et fournir un dossier justificatif comprenant :

- l'ensemble des éléments qui ne répondent pas aux règles de sécurité de droit commun,

- les mesures prises en alternative aux règles de sécurité de droit commun,
- lorsque le CCTP le prévoit, une attestation signée par le titulaire certifiant que les mesures ci-dessus ont été mises en œuvre pour la(les) fourniture(s) identifiée(s) par ce paragraphe 2/. Dans le cas où le titulaire ferait appel à un organisme habilité et indépendant, le rapport établi par ce dernier serait joint à l'attestation précitée.

Ce dossier sera remis à l'autorité signataire du marché, ou son représentant, préalablement à la réalisation des opérations de vérification.

10.3. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Les dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS sont applicables.

Le titulaire veille à ce que les prestations et les fournitures et prestations qu'il réalise au titre du marché respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines intervenant postérieurement à la date de remise par le titulaire de son offre ou en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'Acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marchés ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

Sur demande de l'Acheteur en cours d'exécution du marché ou pendant la période de garantie des prestations, et en cas de mise en cause de la personne publique, le titulaire devra être en mesure d'apporter des éléments de justification du respect de ces prescriptions et à cet effet il communiquera à l'Acheteur les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

10.4. Assurances

Il est fait application des dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS

L'Acheteur n'assure nullement les personnels du titulaire. Il appartient à ce dernier de souscrire les assurances correspondantes afin de les couvrir, aussi bien pour les risques corporels qu'ils pourraient occasionner tant à eux-mêmes qu'à des tiers, que pour les dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner dans le cadre de la réalisation des prestations commandées.

De la même façon, lors de l'utilisation prévue au contrat de véhicules, de locaux, de machines ou de matériels appartenant à l'Etat, le titulaire sera tenu d'assurer l'ensemble de ces moyens.

Pour l'application de l'article 9 du CCAG/FCS, dans un délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la date de notification du présent marché et avant le commencement de la première intervention sur le site de l'Acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de leurs personnels, et en tant que besoin, des moyens matériels mis à leur disposition,
- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil.

11. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

11.1. Personnes habilitées

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux (AIA BX) et les sous-directeurs de l'AIA BX sont habilités à émettre toutes décisions au titre du présent marché relatives :

- aux prolongations de délai,
- aux sursis de livraison,
- aux exonérations de pénalités,

dans la limite de leur compétence.

Il est précisé que toutes les demandes doivent être adressées au service suivant :

BUREAU ACHATS/MARCHES
ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE
DE BORDEAUX
BP 21
33072 BORDEAUX CEDEX
gregory.froment@intradef.gouv.fr
eric.theron@intradef.gouv.fr

Pour l'utilisation de la présente adresse fonctionnelle, il est rappelé que celle-ci a pour objectif de fluidifier les échanges, d'assurer une efficacité et une efficience dans leurs traitements.

Pour chaque dossier, la demande fera l'objet d'un accusé de réception et ne sera traitée qu'une seule fois. La réitération des demandes est donc à proscrire.

Toute demande de **report de délai** devra comprendre les éléments suivants, sous peine de rejet :

- référence du marché,
- fait générateur détaillé,
- date du fait générateur,
- tous les justificatifs permettant de traiter au mieux la demande,
- les motifs justifiant la demande et le nombre de jours demandés.

Toute demande **d'exonération de pénalités** devra comprendre les éléments suivants, sous peine de rejet :

- le numéro de décompte provisoire,
- la référence du marché,
- tous les justificatifs permettant de traiter au mieux la demande,
- les motifs justifiant la demande d'exonération de pénalités.

Sans confirmation de la part du bureau achats/marchés sous 72 heures ouvrées, le titulaire s'assurera, sous forme de courriel, de la bonne réception des documents.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG/FCS, pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le titulaire dispose d'un délai de 1 (UN) mois à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la date contractuelle, dans le cas où le délai de présentation aux opérations de vérification arrive à échéance dans un délai inférieur à un mois. Il indique, par la même demande, à l'Acheteur la durée du report de délai demandé.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3.3 du CCAG/FCS, l'Acheteur dispose d'un délai de 2 (DEUX) mois à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision.

11.2. Résiliation

En application des stipulations de l'article 45.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire.

Outre les cas listés à l'article 41 du CCAG/FCS, l'Acheteur peut résilier tout ou partie du marché,

pour faute du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque l'utilisation des prestations par la personne publique est gravement compromise parce que sont constatés des écarts aux exigences de qualité qui ne peuvent être décelés lors des opérations de vérification.

11.3. Nantissement

Sur demande de la société concernée, il est délivré au titulaire (ou à chaque cotraitant en cas de cotraitance) une copie certifiée conforme au présent marché ou un certificat pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance. Pour en permettre le nantissement, le montant du marché peut être réparti entre :

- titulaire,
- cotraitants,

selon leurs parts respectives indiquées dans l'acte d'engagement.

11.4. Infractions à la législation fiscale

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants en cas de cotraitance) français et sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses (leurs) torts exclusifs, le titulaire (ou les cotraitants) affirme(nt) pour lui-même (eux-mêmes):

- qu'il(s) ne tombe(nt) pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R.2343-9 du code de la commande publique (interdiction de participer aux marchés de l'Etat frappant ceux qui auraient fait l'objet d'une condamnation pour infraction au code général des impôts ou au code du travail),
- qu'il ne lui (leur) a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés du Ministère des armées.

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants) étranger(s), le titulaire (ou les cotraitants) atteste(nt) sur l'honneur qu'il(s) est (sont) en règle avec la législation en vigueur dans son (leur) pays.

Le titulaire (les cotraitants) atteste(nt) en outre l'exactitude des renseignements prévus à l'article R.2343-3 du code de la commande publique. En cas d'inexactitude, l'Acheteur pourra résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts du titulaire (du cotraitant concerné).

11.5. Respect du droit du travail

11.5.1. Déclaration du(des) titulaire (cotraitants)

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants en cas de cotraitance) français, le titulaire (ou les cotraitants) déclare(nt) sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.1221-10 à L.1221-13 et L.1221-15 du code du travail,
- s'acquitter de ses (leurs) obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants) étranger(s), le titulaire (ou les cotraitants) déclare(nt) que le travail sera réalisé dans un pays disposant d'une législation relative à la lutte contre le travail clandestin et par des salariés employés régulièrement au regard de cette législation. A la demande de l'Etat, le titulaire (ou les cotraitants) fournira(ont) les textes de législation correspondants dans un délai de 30 (TRENTE) jours.

De plus, le titulaire (ou les cotraitants) s'engage(nt) à produire tous les 6 (SIX) mois, pendant la durée du marché, les documents visés à l'article R2143-8 du code de la commande publique.

Par ailleurs, sans préjudice des articles L.8222-1 à L.8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur. La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites

données par l'entreprise à son injonction.

11.5.2. Application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail

Le titulaire (chacun des cotraitants) s'engage à fournir, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas 6 (SIX) mois, les documents prévus aux articles :

- D.8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>

A défaut, l'Acheteur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire (cotraitant), sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire (cotraitant) dispose de 1 (UN) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire (à chaque cotraitant) par l'Acheteur et en cours d'exécution. Le titulaire (cotraitant) fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

11.5.3. Salariés de l'entreprise effectuant des travaux dans un organisme de la défense

Les salariés de l'entreprise qui pourraient être amenés à effectuer des travaux dans un organisme de la défense demeureront à tous égards salariés du titulaire (cotraitant) et resteront assujettis à l'ensemble des droits et obligations (notamment horaires) définis par leur entreprise dans le strict respect de la législation du travail.

11.5.4. Respect du droit social

Le titulaire (les cotraitants) non établis en France et détachant temporairement en France des salariés pour l'exécution de ce contrat est (sont) soumis au droit social français qui lui (leur) est applicable, entre autres aux articles L.1262-1 à 5 du code du travail, et particulièrement à l'article L.1262-4.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, il(s) est (sont) tenu(s) d'adresser, avant le début des prestations et des détachements, les déclarations préalables de détachement prévues aux articles R.1263-3, R.1262-4 et R.1263-6 à l'Inspection du Travail des Armées (Fax de l'ITA : n°00 33 142 197 475) avec copie à l'Acheteur.

Par ailleurs, s'agissant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire (les cotraitants) doit (doivent) présenter une liste nominative précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste devra impérativement être complétée si l'entreprise décide, en cours d'exécution du contrat, d'employer du personnel étranger, non prévu à l'origine, soumis à autorisation de travail.

Le défaut de déclaration préalable de détachement par l'employeur est passible de l'amende prévue aux articles L1264-1 et L1264-3 du code du travail.

11.6. Tribunaux compétents

Le présent marché est soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Pour le présent marché, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif

seront soumis au tribunal dont relève l'Acheteur.

Pour les éventuels litiges nés lors de l'exécution du contrat, une demande de règlement amiable pourra être présentée par les parties dans les conditions prévues aux articles R.2397-1 du code de la commande publique et 46 du CCAG/FCS.

11.7. Notification du marché

Si la date de notification du présent marché intervient après la date de fin de validité de l'offre indiquée à l'article 6 de l'acte d'engagement, le titulaire disposera de 10 jours, à compter de cette date de notification, pour refuser d'exécuter le présent marché. Passé ce délai, il sera tenu d'exécuter la commande aux conditions du marché.

11.8. Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire des paiements et conditions d'envoi des factures

Le service liquidateur chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

Le département de l'exécution de la dépense (DED)
Atelier industriel de l'aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est le Directeur du Service industriel de l'aéronautique.

Par ailleurs, l'autorité chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R.2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R.2391-28 dudit code (état sommaire des fournitures/prestations effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus) est le directeur de l'AIA Bordeaux (autorité habilitée à signer les contrats).

Le comptable assignataire chargé des paiements et auquel doivent être adressées, quelle que soit leur forme, en application de l'article R.2391-28 dudit code, les notifications de cession de créance, est :

Monsieur l'agent comptable
Services industriels de l'armement
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND CEDEX

11.8.1. Présentation des factures

Les factures (demandes de paiement d'acompte ou de solde) doivent comprendre :

- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché,
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

11.8.2. Transmission des factures par voie dématérialisée

Conformément aux articles D.2392-1 à D.2392-3 du code de la commande publique (CCP) relatifs à la facturation électronique, l'Etat accepte les factures émises sous forme dématérialisée sous réserve

qu'elles comprennent les mentions obligatoires prévues aux articles D.2392-2 du CCP, notamment :

1. le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable (CHORUS) du destinataire de la facture conformément à l'article D.2392-2 du CCP
2. la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification (CHORUS) du service chargé du paiement conformément à l'article D.2392-2 du CCP. Ce code est le « D2035Z3083 »
3. le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044 conformément à l'article D.2392-2 du CCP

Les informations relatives aux 1 et 2 sont indiquées sur chaque commande adressée au fournisseur.

Les informations des 2 et 3 sont indiquées en page de garde du marché.

Pour utiliser la voie dématérialisée via la solution du portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), le titulaire dispose de trois modes de transmission des factures :

1. Saisie des factures en ligne (- de 100 factures/an)
2. Dépôt des factures en PDF (entre 100 et 1000 factures/an)
3. Via l'EDI, transmission des factures directement à l'État ou par le biais d'opérateurs de dématérialisation en automatisant les flux (+ de 1000 factures /an)

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif et duplicatif).

11.9. Obligations diverses

Le titulaire est tenu d'informer sans délai l'Acheteur des modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché. Le titulaire devra notamment informer l'Acheteur de l'ouverture, à son encontre, d'une procédure de sauvegarde en application de l'article L.620-1 du code de commerce. Cette information devra être communiquée dans les 5 jours suivant l'ouverture de la procédure.

Le titulaire devra informer les services suivants et leur transmettre les éventuels documents justificatifs :

Bureau Achats/Marchés
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux
BP 21
33072 BORDEAUX CEDEX

Le département de l'exécution de la dépense (DED)
Atelier industriel de l'aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

11.10. Adhésion et respect de la charte d'éthique du SIAé

Le titulaire reconnaît adhérer à la charte d'éthique du SIAé jointe en annexe 1 et s'engage à s'assurer que ses sous-traitants et prestataires de service adhèrent à un code de conduite substantiellement

équivalent à la charte d'éthique du SIAé.

11.11. Clause environnementale

La loi « climat et résilience » d'août 2021 rend obligatoire la création de zone à faible émission (ZFE) pour toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants, au plus tard le 1er janvier 2025.

La métropole de Bordeaux est concernée par la mise en place d'une ZFE, son périmètre est l'intra-rocade (rocade exclue).

Le site de Floirac de l'AIA de Bordeaux se situe à l'intérieur de ce périmètre.

Le titulaire s'assure du respect de la réglementation permettant l'accès à l'ensemble des sites concernés par le présent marché.

11.12. Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

Le titulaire et ses sous-traitants (s'ils sont une PME ou une Entreprise de Taille Moyenne) peuvent solliciter un certificat de bonne exécution du marché auprès de l'autorité signataire du marché. Ce certificat vise à témoigner de la bonne exécution du contrat et de la satisfaction du service acheteur dans l'exécution de la prestation. Sa délivrance demeure une faculté discrétionnaire du service acheteur du ministère des armées.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la garantie des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire ;
- etc...

12. DEROGATIONS

L'article 5.5 ci-avant déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS sur le point suivant : des pénalités particulières sont prévues

L'article 6.5.1 ci-avant déroge aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS sur le point suivant : l'autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des opérations de vérification

L'article 6.5.2 ci-avant déroge à l'article 28.2 du CCAG/FCS sur le point suivant : le délai de notification à l'issue des opérations de vérification

Les articles 7.1 et 7.2 ci-avant dérogent à l'article 33 du CCAG/FCS sur le point suivant : l'autorité à invoquer la garantie ainsi que sur le délai de garantie.

L'article 11.1 ci-avant déroge aux articles du CCAG/FCS suivant :

- 13.3.2 du CCAG/FCS sur le point : Délai dont dispose le titulaire,
- 13.3.3 du CCAG/FCS sur le point : Délai dont dispose l'Acheteur

ANNEXE 1
Charte d'éthique du SIAé

NOTRE CHARTE D'ETHIQUE

Cette charte s'applique à l'ensemble des acteurs impliqués dans les activités du SIAé. Elle est en conformité avec celle du ministère des Armées.

Le SIAé doit exercer son activité selon les valeurs morales et d'exemplarité qui accompagnent tout organisme de service public. Notre performance réside dans le potentiel humain qui le compose. Il est donc naturel de placer l'Homme et son Environnement au cœur des priorités de notre Service. Ces valeurs nous caractérisent, forment notre ADN et unifient notre action. Il est indispensable que toutes et tous les respectent.

J'ai confiance en chacun de vous, femmes et hommes de tous statuts travaillant au SIAé, mais également en tous nos partenaires, fournisseurs, sous-traitants et clients pour appliquer et promouvoir au quotidien ces règles simples et fondatrices.

I. Maintenir une neutralité et toujours conserver le sens de l'Etat

- En faisant passer les intérêts de la Nation avant tous les autres ;
- En cultivant les valeurs fondamentales de notre République (Liberté, Égalité, Fraternité) dans notre travail quotidien et dans notre relation aux autres ;
- En ne prenant pas ouvertement parti pour toute sollicitation de nature à abandonner le principe de neutralité ;
- En préservant la confidentialité des données produites par le SIAé, et de manière générale celles de propriété étatique.

II. Ne pas violer les Droits fondamentaux de l'Homme

- En respectant les principes de la charte internationale des droits de l'homme ;
- En choisissant avec soin et discernement nos partenaires, nos clients et nos fournisseurs, en s'assurant qu'ils respectent les normes fondamentales de l'organisation internationale du travail ;
- En respectant la vie privée de chacune et chacun ;
- En prohibant le travail des enfants ou le travail forcé ;
- En exigeant d'eux le respect de ces principes par le biais d'autocontrôles.

III. Contribuer à améliorer le cadre de vie au travail

- En refusant toute forme de comportements discriminatoires à l'embauche et dans l'entreprise (toute forme de discrimination est strictement interdite, qu'elle soit basée sur l'âge, le sexe, la religion, les opinions politiques ou syndicales, les origines et l'appartenance, ou non, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou en référence à une notion de race) ;
- En luttant contre toute forme de harcèlement par la prévention, l'information et la communication ;
- En favorisant un dialogue et une écoute sociale, et en mettant en place un mécanisme d'alerte.

IV. Contribuer à améliorer les relations avec les partenaires extérieurs

- En appliquant le code de la commande publique ;
- En luttant contre la corruption, la fraude, le blanchiment d'argent, sous toutes leurs formes, quel qu'en soit le sujet et en proscrivant les conflits d'intérêt ;
- En ne sollicitant, en ne recevant ou en n'envoyant aucun cadeau ou invitation qui sortirait

d'un autre cadre que la consolidation de l'image du SIAé et dont la valeur pourrait influencer volontairement ou involontairement une prise de décision ;

- En ne recourant pas au prêt illégal de main d'œuvre, ce qui implique de justifier chaque prestation rémunérée et en prohibant tout conflit d'intérêt.

V. Agir concrètement en faveur de l'environnement

- En garantissant que toute innovation, investissement ou développement respecte les réglementations internationales, nationales et locales en vigueur ;
- En luttant contre le gaspillage et en favorisant la réduction des déchets ;
- En promouvant l'initiative et la reconnaissance en matière de responsabilité environnementale à l'intérieur et à l'extérieur du service ;
- En optimisant les consommations énergétiques ;
- En plaçant la question du développement durable au cœur de la conception, la production et la mise en œuvre de nos produits et services.

Tout manquement aux règles de cette charte est potentiellement répréhensible au plan pénal et est susceptible d'entraîner des sanctions de cette nature en surplus de sanctions disciplinaires en application des règlements du ministère des Armées.

L'ingénieur général de l'armement hors classe Tanguy Lestienne
directeur du Service industriel de l'aéronautique



ANNEXE 2
PROCES-VERBAL
DE CONSTAT
de droits à paiement
d'acomptes

PROCES - VERBAL DE CONSTAT de droits à paiement d'acomptes

Service liquidateur : AIA CUERS-PIERREFEU
 Référence du marché :
 N° du bon de commande :
 N° du lot :
 Prestation ou matériel concerné :

FOURNISSEUR (raison sociale et adresse) :

Le soussigné,

demande, pour les motifs exposés ci-après, la délivrance d'un paiement de : %

représentant un montant de : EUROS HT payable en EUROS

Montant hors taxes en toutes lettres :

.....EUROS HORS TAXES

Le montant de la TVA due au titre du présent acompte est de €

et certifie que :

- les justifications ci-jointes présentées sont bien exactes et se rapportent exclusivement à l'exécution du marché ci-dessus,
- les conditions imposées par le code de la commande publique et les clauses du marché pour ouvrir droit au paiement demandé sont bien remplies.

A, le

Le titulaire du marché précité,

 Motifs de la demande et justifications selon documents ci-joints :

Pièces jointes :

 Je soussigné

Fonction :



AIA

AMBERIEU



AIA

BORDEAUX



AIA

CLERMONT-FERRAND



AIA

CUERS-PIERREFEU



AIA

BRETAGNE

Assisté de :

Atteste par le présent procès-verbal que, sous déduction des droits antérieurement acquis, les conditions de délivrance du paiement demandé ci-dessus :

- ont fait l'objet des constats et vérifications jugés nécessaires.
- sont conformes au code de la commande publique et aux clauses générales et particulières du marché susvisé.

A, le

Diffusion AIA concerné : service finances (original + 1 duplicata) - service chargé du suivi de l'exécution du marché (1 duplicata) - service achat (1 duplicata)

**ANNEXE 3
PLAN
D'ACOMPTAGE**

VERSEMENTS SEMESTRIELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en semestres			Total
	1	2	3	
6 mois < D ≤ 12 mois	50 %			50 %
12 mois < D ≤ 18 mois	40 %	40 %		80 %
18 mois < D ≤ 24 mois	20 %	30 %	30 %	80 %

VERSEMENTS TRIMESTRIELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en trimestres							Total
	1	2	3	4	5	6	7	
3 mois < D ≤ 6 mois	50 %							50 %
6 mois < D ≤ 9 mois	30 %	30 %						60 %
9 mois < D ≤ 12 mois	20 %	20 %	20 %					60 %
12 mois < D ≤ 15 mois	15 %	15 %	15 %	15 %				60 %
15 mois < D ≤ 18 mois	12 %	12 %	12 %	12 %	12 %			60 %
18 mois < D ≤ 21 mois	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %		60 %
21 mois < D ≤ 24 mois	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	63 %

VERSEMENTS MENSUELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois											Total de tous les acomptes
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1 mois < D ≤ 2 mois	50 %											50 %
2 mois < D ≤ 3 mois	30 %	30 %										60 %
3 mois < D ≤ 4 mois	20 %	20 %	20 %									60 %
4 mois < D ≤ 5 mois	15 %	15 %	15 %	15 %								60 %
5 mois < D ≤ 6 mois	12 %	12 %	12 %	12 %	12 %							60 %
6 mois < D ≤ 7 mois	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %						60 %
7 mois < D ≤ 8 mois	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %					63 %
8 mois < D ≤ 9 mois	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %				64 %
9 mois < D ≤ 10 mois	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %			63 %
10 mois < D ≤ 11 mois	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %		60 %
11 mois < D ≤ 12 mois	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	66 %
12 mois < D ≤ 13 mois	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
13 mois < D ≤ 14 mois	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
14 mois < D ≤ 15 mois	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
15 mois < D ≤ 16 mois	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
16 mois < D ≤ 17 mois	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
17 mois < D ≤ 18 mois	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
18 mois < D ≤ 19 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
19 mois < D ≤ 20 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
20 mois < D ≤ 21 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
21 mois < D ≤ 22 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
22 mois < D ≤ 23 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
23 mois < D ≤ 24 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...

VERSEMENTS MENSUELS (SUITE)

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois												Total de tous les acomptes
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
1 mois < D ≤ 2 mois													50 %
2 mois < D ≤ 3 mois													60 %
3 mois < D ≤ 4 mois													60 %
4 mois < D ≤ 5 mois													60 %
5 mois < D ≤ 6 mois													60 %
6 mois < D ≤ 7 mois													60 %
7 mois < D ≤ 8 mois													63 %
8 mois < D ≤ 9 mois													64 %
9 mois < D ≤ 10 mois													63 %
10 mois < D ≤ 11 mois													60 %
11 mois < D ≤ 12 mois													66 %
12 mois < D ≤ 13 mois	5 %												60 %
13 mois < D ≤ 14 mois	5 %	5 %											65 %
14 mois < D ≤ 15 mois	4 %	4 %	4 %										56 %
15 mois < D ≤ 16 mois	4 %	4 %	4 %	4 %									60 %
16 mois < D ≤ 17 mois	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %								64 %
17 mois < D ≤ 18 mois	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %							68 %
18 mois < D ≤ 19 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %						54 %
19 mois < D ≤ 20 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %					57 %
20 mois < D ≤ 21 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %				60 %
21 mois < D ≤ 22 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %			63 %
22 mois < D ≤ 23 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %		66 %
23 mois < D ≤ 24 mois	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	69 %